



Communiqué du SNTRS-CGT

Le 22 avril 2017, marchons pour une science
ni vassalisée, ni paupérisée, ni précarisée

Six dirigeants d'institutions publiques de recherche ont publié un communiqué qui appuie l'initiative du 22 avril de marche citoyenne pour les sciences. Cette initiative qui se tiendra la veille du premier tour de l'élection présidentielle française fait écho à l'appel des scientifiques américains protestant contre la politique de Donald Trump. Ces six dirigeants souscrivent à l'idée que la « science est un processus et non un produit, un outil de découverte qui nous permet d'approfondir et d'affiner sans cesse notre connaissance de l'univers ». Confrontés à des budgets contraints, ils affirment partager la conviction que « les restrictions budgétaires et le gel des recrutements vont à l'encontre de l'intérêt des Nations ».

Ces 6 dirigeants défendent dans leur texte la science comme bien universel, dont acte : nous sommes d'accord. Ils poussent un cri d'alarme bien tardif contre les restrictions budgétaires et les gels de postes, dont acte.

Mais leur politique sacrifie ceux qui travaillent : notre secteur a la précarité la plus élevée et les rémunérations sont les plus basses de la fonction publique.

Dans le même temps, ce sont eux qui ont géré la pénurie sans dire mot et marginalisé leur organisme en le mettant au service de l'innovation, du transfert et des regroupements régionaux, dans le cadre de la loi Fioraso. De son côté, le Haut Conseil à l'Évaluation de la recherche et de l'Enseignement Supérieur, l'HCERES, dans ses référentiels d'évaluation parle de positionnement stratégique, de produit de la recherche, de politique de communication, de benchmark, d'analyse SWOT, qui sont des outils marketing qui n'ont rien à voir avec la science, comme si les laboratoires étaient des entreprises à l'assaut d'un marché. C'est pour que la Recherche publique soit au service de la compétitivité des entreprises que le Commissariat Général à l'Investissement, CGI, est dirigé par des non scientifiques : industriels et technocrates. C'est toujours pour cette raison que les organismes nationaux de recherche sont intégrés dans les regroupements universitaires territoriaux qui dépendent des financements des entreprises et des collectivités territoriales. C'est une recherche dont les scientifiques sont essentiellement des exécutants.

Dans ce système de la recherche et de l'enseignement supérieur qui prend modèle sur celui de l'entreprise, l'essentiel n'est plus la connaissance, mais la capacité à recueillir des fonds indispensables pour fonctionner, souvent au détriment de l'éthique professionnelle. La mise à l'écart des scientifiques et la marginalisation de la démarche scientifique qui en découle ouvrent l'espace à l'irrationnel. Ainsi, plusieurs universités ont mis en place des diplômes qui prônent l'irrationnel, comme la naturothérapie, la fasciathérapie, l'ethnomédecine, etc. Ces diplômes au nombre de 90 représentent pour les universités une manne financière.

Pour le SNTRS-CGT, la défense de la science ne peut se faire qu'en mettant en cause la politique qui la vassalise, qui la paupérise et qui la précarise.

Il faut redonner sa place à la science, aux scientifiques. Il faut un Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur de plein exercice et supprimer le CGI. Il faut redonner toute leur place aux organismes nationaux de recherche en supprimant l'HCERES et en redonnant aux instances scientifiques des organismes toutes leurs prérogatives. Il faut en finir avec la précarité et le mode quasi exclusif du financement sur appel à projet. La recherche a besoin de liberté. Le soutien récurrent doit devenir la base essentielle du financement de la recherche. Il faut donner de l'intérêt à la Science en offrant aux étudiants des postes et aux personnels des salaires décents et des perspectives de carrière.

C'est sur ces bases que le SNTRS-CGT appelle à faire de la marche du 22 avril un grand succès.

Villejuif le 1er mars 2017